



C.I.C.E

Genèse du CICE : du coût du travail considéré comme responsable de tous les maux de l'économie française.

À la suite de la remise au Premier ministre du Rapport Gallois en 2012 (une synthèse en fait de deux rapports émanant des instituts patronaux : l'institut de l'entreprise et l'institut Montaigne) , le gouvernement, sans oser appliquer la TVA sociale Sarkozyste que le PS avait vilipendé pendant qu'il était dans l'opposition, décida pour relancer la compétitivité et l'emploi en France, la création du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

Ouvert à toutes les entreprises imposées sur leur bénéfice réel et soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu, le CICE est égal à 6 % de la masse salariale, hors cotisations patronales, correspondant aux salaires de moins de 2,5 SMIC.

Cette réforme s'apparente en partie à une dévaluation fiscale et présente, sous certains aspects, des similitudes avec les mécanismes de la « quasi TVA sociale » qui avait été mise en place par le gouvernement Fillon

Sa montée en charge a été progressive, avec un taux de 4 % en 2013. Les effets sur la trésorerie des entreprises liés au CICE se faisant avec un décalage d'un an par rapport à l'exercice de référence, le CICE donne lieu à un crédit d'impôt sur les bénéfices des sociétés à partir de 2014. En revanche, certaines entreprises pouvaient bénéficier dès 2013 d'une avance sur le CICE attendu pour 2014.

Ce mécanisme conduit à distinguer plusieurs notions, qu'il convient de définir précisément. Il importe en particulier de bien différencier :

- d'une part, la créance fiscale acquise au titre d'une année donnée, qui correspond au droit à CICE résultant de l'application du taux de celui-ci à la masse salariale éligible ;
- d'autre part, la consommation de CICE, qui correspond à la partie de la créance imputée ou restituée chaque année, et qui dépend notamment du montant d'IS (ou d'IR) dû par l'entreprise cette année-là.
- La « consommation » de CICE peut elle-même prendre la forme d'une « imputation » sur l'Impôt Société ou l'Impôt sur le Revenu de l'année ou d'une « restitution » (remboursement par l'administration fiscale).

La part de la créance qui n'est pas consommée dans l'année est reportée sur l'année suivante (pendant au plus trois ans). On parle alors de « report ».

Le CICE constituait, lors de sa création fin 2012, une des trente-cinq décisions concrètes du Pacte pour la croissance, la compétitivité et l'emploi annoncé le 6 novembre 2012 dans le sillage du rapport remis par Louis Gallois

À la suite de l'annonce faite par le président de la République lors de ses vœux aux Français le 31 décembre 2013, le gouvernement en a fait une composante d'un Pacte de responsabilité qui comporte des mesures fiscales et sociales visant à alléger le coût du travail, considéré comme responsable de tous les maux de l'économie et de la société française.

Le Pacte de responsabilité a été adopté à l'été 2014 dans la loi de finances rectificative. En 2015, le Crédit impôt, compétitivité emploi (CICE) et le Pacte coûteront respectivement 16,5 et 6,3 milliards à l'État. Le coût du Pacte comprend l'allègement de cotisations sociales employeur entre 1 et 1,6 SMIC, l'allègement de cotisations des indépendants et la suppression d'une première tranche de la C3S.

En 2016 et 2017, les allègements seront étendus et la C3S sera progressivement supprimée. **À terme, le Pacte et le CICE coûteront donc 40 milliards d'euros aux finances publiques, le CICE devenant ainsi la première dépense fiscale de l'Etat.**

Alors qu'un rapport parlementaire des députés Yves Blein (PS) et Olivier Carré (UMP) vient de rendre un bilan d'étape n'appelant aucune réelle remise en cause du dispositif , et à la suite de la publication du rapport 2014 du Comité de suivi du CICE, il apparait au contraire plus que nécessaire de tenter une première évaluation de ce dispositif, compte tenu des sommes en jeu et de la construction théorique qui sous-tend le mécanisme : la politique de l'offre et la dénonciation du coût du travail devenues l'alpha et l'oméga de la politique gouvernementale.

Retour sur un rapport bien orienté :

Pour Yves Blein pas question de faire évoluer le CICE , en attendant d'hypothétiques résultats. *« Les craintes face à une "usine à gaz" ou à la complexité de la mesure ne se sont pas confirmées. Cela monte en puissance progressivement »,* et de vanter : *« l'unanimité encourageante »* autour du dispositif.

Il ne voit ainsi rien de choquant à ce que la grande distribution figure parmi les principaux bénéficiaires du dispositif.

Ainsi le groupe Auchan bénéficiaire de 44 millions d'euros en 2013 (chiffres rendus publics par le groupe) . Auchan dont le propriétaire est la famille Mulliez (38 milliards d'euros de fortune personnelle), famille à laquelle appartient Yves Blein par le biais de son épouse, aujourd'hui décédée.

Yves Blein est le gérant de trois sociétés civiles détenant des titres de l'association familiale Mulliez.

Des mandats qui ne figuraient d'ailleurs pas sur sa déclaration d'intérêts et d'activités transmise à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), instaurée suite à l'affaire Cahuzac.

L'honorable parlementaire avait fait savoir à ce titre en juillet 2014 qu'il allait procéder à la rectification de la dite déclaration.

Le CICE, quels montants ?

Dans les projections initiales associées au PLF 2014, le montant de la créance au titre de 2013 était estimé à 13 milliards d'euros (pour un taux de 4 %), et à plus de 20 milliards par an à partir de 2014 (pour un taux de 6 %). Cette créance était supposée consommée à hauteur de 9,9 milliards en 2014.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Créance des entreprises vis-à-vis de l'État (en milliards d'euros)	13	20,3	21,1	22	22,9	23,8
Consommation de la créance 2013		9,9	1	1	1	
Consommation de la créance 2014			15,5	1,6	1,6	1,6
Consommation de la créance 2015				16,1	1,7	1,7
Consommation de la créance 2016					16,7	1,8
Consommation de la créance 2017						17,4

Si son montant exact au titre de 2013 n'est pas encore connu, il apparaît d'ores et déjà qu'il sera sensiblement moins élevé que prévu. Initialement estimé à 13 milliards pour 2013 et 20,3 milliards pour 2014, le montant de la créance déclarée par les entreprises était de 8,7 milliards à fin septembre selon les chiffres fournis par la DGFIP.

Sur les entreprises à l'IS, plus de 40 % de la créance fiscale déjà établie concerne des microentreprises ou des PME

Les montants moyens à la fin août 2014 variaient entre 2 750 euros pour les micro-entreprises et 12 millions d'euros pour les grandes entreprises

Le montant de la créance déclarée ne devrait pas dépasser les 10,8 milliards en fin d'année.

Dans le PLF 2015, le gouvernement a donc revu ses estimations de la créance fiscale à 10,8 milliards en 2013, 16,6 milliards en 2014, 18 milliards en 2015, 19,8 milliards en 2016 et 20,6 milliards en 2017.

A qui profite le CICE ?

Le CICE en chiffres, ce n'est pas seulement le montant de la créance de l'État, c'est aussi sa répartition entre entreprises bénéficiaires. Globalement, le deuxième rapport du Comité de suivi du CICE confirme en ce domaine les prévisions établies dans le premier.

Ainsi, près de 40 % de la créance CICE 2013 est concentrée dans les deux secteurs les plus utilisateurs de main-d'œuvre : le commerce et l'industrie manufacturière (19,4 % pour chacun). Suivent ensuite les « activités de services administratifs et de soutien » (location, intérim, nettoyage...) et les transports, avec respectivement 10,5 % et 9,6 %.

Quant à la répartition par taille d'entreprise, deux blocs se dégagent : les entreprises de moins de 50 salariés, qui recueillent 39 % du total du CICE déclaré pour 2013, et les plus de 500 salariés, qui s'en octroient 35 %. Avec une nette polarisation vers le bas et le haut de la distribution : les entreprises de moins de 10 salariés représentent ainsi 17 % du total tandis que les plus de 2 000 s'en accaparent près du quart (22 %)..

On commence par ailleurs à mesurer que l'impact réel du Cice n'a pas grand-chose à voir avec son objectif officiel.

Les premiers éléments publiés par le comité de suivi révèlent ainsi que ce ne sont pas les sociétés soumises à la concurrence internationale – celles qui exportent – qui en bénéficient le plus. Les entreprises du

commerce dont l'état de santé est plutôt lié à la consommation intérieure (construction, commerce, restauration, services administratifs) vont à terme accaparer près de 42 % des 10 milliards du CICE 2014 et vraisemblablement des 16,6 attendus en 2015.

Les hôtels et restaurants, qui ne sont guère menacés par les bistrotiers de Munich, d'Amsterdam ou d'Abidjan, vont ainsi percevoir près de 600 millions d'euros en 2014.

Le CICE pour quoi faire ?

A entendre le gouvernement, le Pacte de responsabilité et le CICE doivent « **permettre aux entreprises de retrouver les marges nécessaires pour embaucher, former leurs salariés, investir et innover** » (PLF 2015).

Sur ce sujet primordial compte tenu des sommes en jeu le rapport du Comité de Suivi 2014 est sans appel, les rapporteurs se déclarent dans l'impossibilité de : « *pouvoir évaluer quantitativement les effets du CICE sur les décisions économiques des entreprises (taux de marge, investissement, emploi...)....il est (juste) possible d'étudier les intentions d'affectation du CICE.* »

Etant réduit à scruter les intentions des directions d'entreprises, les rapporteurs s'appuient sur trois sources : les enquêtes de conjoncture de l'Insee qui, depuis janvier 2014, intègrent un module de questions sur le CICE ; l'analyse du déroulement de la procédure d'information et de consultation du comité d'entreprise à partir d'une centaine de cas ; les résultats d'un questionnaire adressé à des DRH sur cette même consultation des CE.

Les résultats sont maigres. Certes, des trois vagues de l'enquête Insee se dégage une hiérarchie des usages du CICE constante. Les entreprises sont plus nombreuses à anticiper un effet du CICE sur l'investissement et l'emploi que sur les prix ou les salaires. Ainsi, en juillet 2014, 58 % des industriels répondaient que le CICE aurait un impact sur l'investissement, 34 % qu'il en aurait un sur l'emploi tandis que 30 % estimaient qu'il entraînerait une baisse des prix et 26 % une augmentation des salaires. S'agissant des services, les opinions ne diffèrent guère si ce n'est dans leur ampleur : 52 % anticipent un impact sur l'investissement, 48 % sur l'emploi, 41 % une hausse des salaires et 32 % une baisse des prix...

Mais il ne s'agit là que d'intentions ; l'affectation du CICE en 2014 apparaît surtout conditionnée par les perspectives conjoncturelles des entreprises. Autrement dit, les entreprises qui évoquent un effet CICE sur les prix sont celles qui sont confrontées à une situation conjoncturelle plutôt mauvaise, tandis que celles qui déclarent affecter prioritairement le CICE à l'investissement ou à l'emploi sont celles qui font face à des situations plus favorables en termes d'activité et de débouchés.

Et les intentions déclarées sont à prendre avec des pincettes. Le rapport ne s'y trompe pas qui souligne que « *les déclarations des entreprises sur les effets du CICE ne constituent en rien un travail d'évaluation* ». On ne saurait mieux dire. Elles ne donnent en tout cas aucune indication sur ce qui se serait passé en l'absence de CICE, et ne permettent donc pas de mesurer les effets réels du dispositif.

La mesure de « l'effet CICE » pose d'ailleurs problème aux rapporteurs. Quelle que soit en effet la source utilisée, il existe une difficulté « *à tracer les usages réels et à identifier l'effet propre du CICE* ». Il est ainsi impossible de savoir si le CICE finance un supplément de dépense dans un registre précis ou s'il se substitue simplement à d'autres ressources. Au point que les rapporteurs s'interrogent sur l'exercice même de l'évaluation.

Et comme l'avait d'ailleurs déclaré le président de la CGPME, les entreprises n'investissent pas et n'embauchent pas s'il n'existe pas de demande supplémentaire pour leur production.

Or, tous les moteurs de la demande sont à l'arrêt compte tenu de l'évolution des salaires dans le pays et des restrictions en matière de dépense publique induites par le budget 2015.

L'investissement est d'ailleurs en recul selon l'INSEE en 2013 de 0,6 % et de 0,6 % en 2014.

S'il fallait tirer un enseignement de ces absences de conclusions, c'est que les perspectives d'investissement ou d'emploi ont peu à voir avec la baisse du coût du travail qui est bien, pour l'instant, le seul effet avéré du CICE, mais il faut dire qu'il s'agissait du principal objectif avoué du patronat et d'un gouvernement adorateur de la politique de l'offre.

Le "coût du travail" en baisse

Le seul résultat tangible et mesurable du CICE semble bien être son impact sur l'indice du coût du travail (ICT).

Dès sa création, l'Insee a en effet intégré le CICE dans l'indice du coût du travail en publiant un ICT révisé tout en s'engageant à maintenir la publication d'un indice non révisé. La comparaison des deux indices permet de mesurer « l'effet CICE ».

Les résultats sont sans équivoque. La prise en compte du CICE a entraîné dès le premier trimestre 2013 une réduction de 1,9 point de l'ICT et une nouvelle baisse d'un point au premier trimestre 2014, lors du passage du taux de crédit d'impôt de 4 % à 6 %. Au total, l'effet cumulé du CICE au premier trimestre 2014 est tel que l'ICT (pour l'ensemble des entreprises) est inférieur de plus de trois points à ce qu'il serait sans la prise en compte du CICE... Mais l'effet CICE est d'ampleur variable selon les secteurs et d'autant plus important que la proportion de salariés en dessous de 2,5 Smic est élevée.

Ainsi, l'effet CICE qui, au deuxième trimestre 2014, atteignait 2,7 points dans l'industrie manufacturière, était de 3,5 points dans la construction et de 4 points dans l'hôtellerie et la restauration...

Après les exonérations Fillon, le CICE accentue l'effet « trappe à bas salaires »

Le Cice est en effet une formidable incitation à peser sur les salaires. Le seuil d'éligibilité fixé pour en bénéficier va pousser le patronat à tout faire pour que le maximum de feuilles de paie passe sous le plafond des 2,5 Smic. 65,7 % de la masse salariale de l'ensemble des entreprises entre actuellement dans l'assiette de calcul, gageons que ce pourcentage va augmenter.

Les données du comité de suivi du CICE confirment d'ailleurs que le Cice est une machine anti-salariale. Ce sont en effet les secteurs qui pratiquent des bas salaires qui en bénéficient le plus. 89 % de la masse salariale de l'hôtellerie-restauration est ainsi éligible au dispositif, 82 % de celle du secteur de la construction.

Les premiers éléments publiés par le comité de suivi révèlent ainsi que ce ne sont pas les sociétés soumises à la concurrence internationale – celles qui exportent – qui en bénéficient le plus. Les entreprises du commerce dont l'état de santé est plutôt lié à la consommation intérieure, qui inondent le marché de textiles chinois ou bangladais, tirant parti des bas coûts salariaux pratiqués, vont à terme accaparer près de 18 % des 20 milliards du Cice, soit 3,6 milliards d'euros.

Les hôtels et restaurants, qui ne sont guère menacés par les bistrotiers de Munich, d'Amsterdam ou d'Abidjan, vont eux percevoir un 600 millions d'euros.

La principale dépense fiscale de l'Etat sans contrôle ni mesure.

Comme le démontrent les conclusions du comité de suivi sur la difficulté d'appréciation de l'utilisation du CICE, la question des aides sans conditions, et de leur impossible suivi est à nouveau posée.

Dès sa création, et en dépit des effets de tribune de la conférence sociale sur les éventuelles contreparties que pourrait offrir le patronat, le gouvernement affichait son intention de ne pas conditionner l'attribution du CICE.

La note DGFIP du 9 juillet 2013 précisait à cet égard les consignes de P. Moscovici : *« Le CICE ne peut être remis en cause en cas de non-respect des critères légaux d'utilisation du crédit d'impôt. Il ressort des débats parlementaires que les critères liés à l'utilisation effective du crédit d'impôt énoncés au I de l'article 244 quater C du CGI précité ont pour seul objet de permettre l'évaluation du dispositif par les partenaires sociaux. »*

En revanche, ils ne conditionnent pas, au fond, le bénéfice du CICE.

Ainsi, aucun rappel ne pourra être motivé par une utilisation du CICE à des fins autres que celles énoncées dans la loi. De même, la remise en cause du crédit d'impôt ne pourra être envisagée au seul motif qu'il a servi à accroître le montant des bénéficiaires distribués ou la rémunération des dirigeants des entreprises concernées. »

Fermez le ban.

L'Etat s'engage donc à verser 85 milliards d'euros de subvention (il n'y a pas d'autre mot pour finalement qualifier le CICE) sur 5 ans sans aucun contrôle ni contrepartie, même Sarkozy n'avait pas osé faire du Crédit Impôt Recherche un guichet ouvert sans contrôle .

La seule « entrave » au principe d'utilisation libre et non faussée de l'argent et des subventions publiques se limite à l'obligation d'information et consultation des comités d'entreprise et des délégués du personnel (pour les entreprises de moins de 50 salariés).

En principe les entreprises bénéficiaires du CICE doivent procéder à une première information consultation concernant l'utilisation de la créance au sein de l'entreprise.

Le rapport du comité de suivi du CICE est là encore éclairant sur l'absence réelle de suivi de la disposition ainsi que sur les pratiques patronales, il indique ainsi « *qu'il n'existe aucune source administrative ou statistique permettant de connaître de façon précise la proportion d'entreprises qui respecte cette obligation* ».

D'autre part les rapporteurs remarquent que lorsque les représentants des salariés reçoivent cette information ils le font sans réelle marge de discussion et ne peuvent obtenir aucune démonstration que le CICE a été source d'investissements supplémentaires ou facilitateur de création d'emplois.

Et au-delà du coût, combien ça coûte ?

On l'a déjà dit, le CICE ce sera au bas mot 85 milliards d'euros sur 5 ans sans droit de regard de la collectivité.

Le CICE peut ainsi se limiter à un apport de trésorerie pour les entreprises, y compris les plus importantes. Il n'est d'ailleurs pas inutile de rappeler à ce sujet que les entreprises non financières du CAC 40 disposent aujourd'hui de 160 milliards d'euros de liquidités qu'elles n'utilisent pas pour investir.

La Direction du Trésor indique que le CICE devrait permettre de créer 395 000 emplois à l'horizon 2017. On a déjà vu à quel point de telles hypothèses relevaient de la méthode Coué, compte tenu de l'absence totale d'instrument de mesure objectif sur les effets réels du CICE.

Mais si l'on accepte la prédiction, **cela porte le coût public de la création d'un emploi à 215 000 euros.**

Qui dit mieux ?

La sacralisation du CICE a de quoi étonner dans la bouche des défenseurs de l'idéologie libérale, pourfendeurs invétérés de la dépense publique, des emplois subventionnés et de l'assistantat.

Il est vrai que lorsqu'il s'agit de fournir des béquilles au capital, les mêmes se font beaucoup plus discrets.

D'autant plus que la prévision de la direction du trésor est apparue bien optimiste pour certains. Ainsi, pour Valérie Rabault, députée PS et rapporteuse générale du budget à la commission des finances de l'Assemblée « *Il faut évaluer l'impact net du CICE, en incluant les coûts de son financement* ». Elle concluait dans son rapport sur le budget rectificatif 2014 que le plan massif d'économies (50 milliards d'économies entre 2014 et 2017) risquait de détruire plus d'emplois que les différentes mesures d'exonération pour les entreprises prévues dans le pacte de responsabilité, dont le CICE.

Et au-delà du chiffre astronomique, il n'est pas inutile de revenir sur son coût réel.

Pour en prendre la mesure il est nécessaire de le replacer dans le contexte budgétaire.

Le gouvernement annonce ainsi un déficit public de 4,4 % du produit intérieur brut (PIB) cette année, contre 4,3 % l'an dernier. Autrement dit, la politique budgétaire aurait été légèrement expansive en 2014, pour ne pas dire laxiste.

A y regarder de plus près et comme le montre la situation du budget de l'Etat à fin juillet 2014 , c'est essentiellement le CICE qui fait plonger les recettes de l'Etat : les rentrées de l'impôt sur les sociétés ont ainsi reculé de presque 10 milliards d'euros sur les sept premiers mois de l'année.

Recettes (nettes des remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	LFR 2014	Niveau à la fin juillet		Variations à la fin juillet	
	2013	2014	2013	2014	2014/2013 Périmètre courant	2014/2013 Périmètre constant
Recettes fiscales - nettes ⁽¹⁾	284 005	279 038	166 633	162 280	-2,6%	-2,6%
Impôt sur le revenu – net ⁽²⁾	66 982	71 176	40 733	44 630	9,6%	9,6%
Impôt sur les sociétés – net ⁽¹⁾⁽³⁾	47 157	35 970	23 306	13 569	-41,8%	-41,8%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	13 759	13 554	7 663	7 395	-3,5%	-3,5%
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – nette ⁽¹⁾	136 256	140 004	78 361	81 013	3,4%	3,4%
Autres recettes fiscales – nettes ⁽¹⁾	19 851	18 334	16 570	15 673	-5,4%	-5,4%
Recettes non fiscales	13 713	14 366	7 792	6 316	-18,9%	-18,9%
Recettes du budget général (hors fonds de concours)	297 718	293 404	174 425	168 596	-3,3%	-3,4%
Fonds de concours	3 522	3 906	2 023	1 518	-25,0%	-25,0%
Recettes du budget général (yc fonds de concours)	301 240	297 310	176 448	170 114	-3,6%	-3,6%

(1) Recettes nettes des remboursements et des dégrèvements; (2) Recettes d'impôt sur le revenu nettes des remboursements et des dégrèvements dont ceux relatifs à la prime pour l'emploi; (3) Hors CSB

Cette forte baisse de prélèvements sur les entreprises n'a cependant eu aucun effet positif sur l'activité, car elle a été contrebalancée par une hausse importante des prélèvements sur les ménages – la TVA et l'impôt sur le revenu se sont accrus de 6,5 milliards d'euros sur sept mois – qui a achevé de tuer la reprise. Et dans un tel contexte, les entreprises n'ont pas de raison d'investir et d'embaucher, même si leurs marges se redressent.

Du coup, au final, les recettes globales de l'Etat ont chuté. Le creusement du déficit n'est cependant pas lié à un quelconque dérapage des dépenses : en effet, celles-ci ont au contraire baissé de 1,1 milliard d'euros, une première depuis qu'on tient des statistiques à ce sujet. Mais cela n'a pas empêché le solde public de se dégrader sensiblement : fin juillet, le budget de l'Etat affichait ainsi un déficit de 84 milliards d'euros, contre 81 l'an dernier.

Dépenses (hors remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	Niveau à la fin juillet		Variations à la fin juillet	
	2013	2013	2014	Périmètre courant	Périmètre constant
Dotation des pouvoirs publics	989	991	990	-0,1%	-0,1%
Dépenses de personnel	119 597	71 357	71 211	-0,2%	-0,1%
Dépenses de fonctionnement ⁽¹⁾	56 004	37 605	35 187	-6,4%	-7,0%
Charges de la dette de l'Etat	44 886	28 063	26 362	-6,1%	-6,1%
Dépenses d'investissement ⁽²⁾	9 975	7 320	7 408	1,2%	1,2%
Dépenses d'intervention	65 709	41 108	42 059	2,3%	2,2%
Dépenses d'opérations financières	1 488	1212	3 345	176,0%	176,0%
Dépenses du budget général ⁽¹⁾⁽²⁾	298 648	187 656	186 562	-0,6%	-0,7%
Prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales	55 565	32 326	32 361	0,1%	0,1%
Prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne	22 456	15 469	14 585	-5,7%	-5,7%
Prélèvements sur recettes	78 021	47 795	46 947	-1,8%	-1,8%
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	376 669	235 451	233 509	-0,8%	-0,9%

(1) Y compris versement à la Banque européenne d'investissement (BEI) et dotation au mécanisme européen de stabilité (MES) (2) Y compris dépenses des Programmes d'investissements d'avenir (PIA)

Malgré ce constat d'échec, c'est pourtant la même politique, encore accentuée, que le gouvernement entend reconduire au cours des prochaines années avec le pacte de responsabilité dont le CICE est partie prenante.

Le gouvernement se gargarise de planifier une baisse de 50 milliards de dépenses publiques sur les trois prochaines années (21 milliards dès 2015 puis 14,5 milliards chacune des deux années suivantes).

Pour 2015, les 21 milliards d'économies seront supportés par la Sécurité sociale (-9,6 milliards), l'Etat (-7,7 milliards) et les collectivités locales (-3,6 milliards).

Concrètement, cela signifie notamment en 2015 :

➤ Pour les dépenses de l'État :

□ Une perte de pouvoir d'achat pour les fonctionnaires avec la poursuite jusqu'en 2017 du gel du point d'indice à son niveau de juillet... 2010, sans aucune clause de révision prévue. Les conséquences en sont déjà une perte de pouvoir d'achat de l'indice des traitements nets de la Fonction publique de 6 % dans les années 2010 à 2014. L'enveloppe disponible pour les mesures catégorielles (notamment en faveur des bas salaires) est fortement réduite (de 500 millions à 250 millions par an).

□ la suppression de 11 879 postes dans les services de l'État autres que l'éducation nationale, la sécurité et la justice (ceux-ci voyant leur effectif augmenter de 10 601 postes, soit au final un solde négatif de 1 278 postes).

□ une baisse des moyens accordés à une série de missions qui devraient pourtant être prioritaires : écologie et développement durable (- 400 millions soit une baisse de 6 %) ; travail et emploi (- 340 millions dès 2015 et 1,57 milliard de baisse d'ici 2017, soit une baisse cumulée de 14 % par rapport à 2014). La stagnation en valeur des dépenses publiques de fonctionnement ou d'intervention signifie une baisse en volume qui obligera à réduire les capacités d'action publique en matière d'aide à la culture, au sport, de rayonnement international de la France, etc.

➤ Pour les collectivités locales :

□ une baisse drastique des dotations budgétaires de l'État de 3,7 milliards par an (après une première baisse de 1,5 milliard en 2014), soit 11 milliards d'ici à 2017 ; cette réduction des dotations se traduit d'ores et déjà par une baisse importante de leurs investissements alors que les collectivités locales assurent plus des trois quarts de l'investissement public en France.

Dans de nombreux secteurs, le manque de personnel a déjà des conséquences lourdes sur les missions publiques (insuffisance du contrôle fiscal, du contrôle des cotisations sociales, de l'inspection du travail, manque de suivi des chômeurs, etc.). Dans d'autres, il se traduit par une intensification du travail et des pressions, une flexibilité accrue, un stress croissant ; dans certains secteurs les plus féminisés (social, santé, hôpitaux, établissements pour personnes âgées, agences pour l'emploi, etc.), les personnels sont souvent à bout, de plus en plus démunis face à une demande qui croît en temps de crise.

La France souffre d'une pénurie dramatique de logements, elle doit s'engager dans la transition énergétique, ce qui suppose des investissements importants. Or le gouvernement anticipe d'ores et déjà, dans le scénario macroéconomique associé au PLF une baisse de l'investissement public de 4,3 % en volume pour 2015.

➤ Pour la sécurité sociale :

□ Des économies et des cadeaux au patronat :

Le gouvernement prétend réduire de deux milliards d'euros le déficit de la Sécurité sociale (régime général et Fonds de solidarité vieillesse) pour qu'il s'établisse à 13,4 milliards d'euros l'an prochain, contre 15,4 milliards en 2014.

D'ici 2017, le gouvernement compte économiser 20 milliards d'euros sur les dépenses de protection sociale. La Sécurité sociale est donc lourdement touchée par les politiques d'austérité. Son déficit est le prétexte à des mesures contraires à l'intérêt des populations, alors qu'il est causé pour environ 25 milliards par la crise économique qui pèse lourdement sur les rentrées des cotisations sociales ; et alors qu'il pourrait être en grande partie résorbé par un plan de lutte ambitieux contre la fraude aux cotisations des entreprises qui serait de 20 et 25 milliards d'euros selon la Cour des comptes.

La casse de notre système de protection sociale va se poursuivre. D'abord sur son mode de financement. À partir du 1er janvier 2015, l'employeur d'un salarié payé au SMIC ne paiera plus aucune cotisation patronale, quel que soit l'effectif de l'entreprise. L'exonération sera dégressive jusqu'à 1,6 SMIC.

Et les cotisations d'allocations familiales seront réduites de 1,8 point pour les salaires inférieurs à 1,6 SMIC. Cela représente au total une baisse de recettes de 4,3 milliards d'euros pour la Sécurité sociale.

Par ailleurs, la création d'un abattement pour la C3S, due au titre de 2015, va réduire son rendement de 1 milliard d'euros. Certes, ces mesures sont compensées par le budget 2015 de l'État, au moyen de transferts de recettes ou de reprises de dépenses, mais la volonté du gouvernement de limiter le financement de la

protection sociale par les employeurs aboutit à une fragilisation croissante des ressources sociales et à une dangereuse étatisation de la protection sociale, dont les dépenses, on le voit encore cette année, servent de plus en plus de variables d'ajustement pour les finances publiques.

Au lieu que l'évolution de la protection sociale réponde aux besoins de la population (par exemple, extension des modes d'accueil collectif des jeunes enfants, prise en charge de la dépendance, réponse à la croissance de la précarité et de la pauvreté), l'objectif principal devient de réduire les dépenses, ce qui suppose aussi que les voix des usagers de la protection sociale (syndicats, organisations des familles, des chômeurs, des pauvres, des retraités) soient de moins en moins entendues.

Ce PLFSS 2015 entérine donc une logique de l'offre, où l'objectif de résultats économiques détermine les conditions d'accueil des patients et les moyens qu'on leur accorde. Dans la logique du gouvernement, c'est l'offre de soins permise par le budget qui détermine les besoins sanitaires.

Les patients deviennent ainsi des consommateurs de soins, c'est-à-dire des clients, l'offre de soins se transformant en une activité capitaliste comme une autre et les personnels hospitaliers devenant des salariés dont le travail doit dégager de la valeur économique. En prétendant diminuer les dépenses de santé pour améliorer l'équilibre économique de la Sécurité sociale, le gouvernement souhaite en fait diminuer la part des dépenses de santé socialisées.

Alors que les dépenses de santé s'élèvent environ à 12 % du PIB, on voit l'enjeu que cela représente pour le secteur privé. Cette évolution obéit à la logique des institutions européennes : Jean-Claude Juncker a, par exemple, proposé que l'architecture de la nouvelle Commission européenne qu'il dirige soit revue pour transférer la tutelle des produits de santé et de l'Agence européenne du médicament (EMA) de la DG Santé à la DG Entreprises.

Il reste les organismes gérés par les partenaires sociaux. Le gouvernement table à terme sur une baisse de 2 milliards supplémentaires du montant des retraites versées par l'Agirc et l'Arrco, ceci malgré la hausse du nombre de retraités.

Il compte aussi sur une baisse de 2 milliards de l'indemnisation chômage, non pas par la baisse du nombre de chômeurs, mais par celle des indemnités chômage (par la restauration de la dégressivité des allocations) et du nombre de chômeurs indemnisés.

Il fait semblant d'oublier que seulement 47 % des demandeurs d'emploi sont indemnisés (38,5 % par l'assurance-chômage, 8,5 % ne percevant que l'ASS), et que l'indemnité moyenne de chômage n'est que de 1010 euros nets par mois.

Actuellement, Rebsamen, Valls et Macron enfoncent le clou : ce sont les chômeurs qui seraient responsables du chômage. Ils utilisent le mythe éculé des offres d'emploi non pourvues. Là aussi, ils font sembler d'ignorer que 98 % des offres d'emploi trouvent preneurs, et qu'obliger brutalement les chômeurs à accepter les offres restantes et ne correspondant pas à leur qualification ne réduirait le taux de chômage au maximum que de 0,2 %. Ainsi, le gouvernement est d'ores et déjà le complice du patronat pour diminuer le niveau et la durée des prestations, comme pour rétablir leur progressivité.

Deux ans après sa création la créature CICE apparaît pour ce qu'elle est : UNE SUBVENTION DE 85 MILLIARDS SUR 5 ANS ouverte, en l'absence de contrôles et de conditionnalité, à TOUS LES EFFETS D'AUBAINE et dont le principal objectif est de contribuer à la DEVALORISATION du travail et au démantèlement des droits des salariés.